

Document d'action du Fonds fiduciaire de l'UE
à utiliser pour les décisions du comité de gestion

1. IDENTIFICATION

Intitulé/Numéro	Programme de promotion de l'intégration et de la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale, et politique de la République centrafricaine		
Coût total	Coût total estimé: € 2 000 000 Montant total provenant du Fonds fiduciaire: 100%		
Méthode d'assistance / Modalités de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none">• Subvention directe (appel à proposition/appel à manifestation d'intérêt)• Contrat de service		
Code CAD	15170	Secteur	Genre

2. JUSTIFICATION ET CONTEXTE

2.1. Résumé de l'action et de ses objectifs

Le Fonds fiduciaire européen Bêkou, mis en place par la Commission européenne, la France, l'Allemagne et les Pays Bas a pour objectif de soutenir les autorités centrafricaines, pour la stabilisation et la reconstruction du pays.

Parmi les premières activités du Fonds et afin de contribuer au renforcement de la cohésion sociale au sein des communautés affectées par le conflit figure un programme d'amélioration de la situation économique et sociale des femmes actuellement en cours, mis en œuvre par l'ONG internationale IRC (International Rescue Committee) en partenariat avec des groupements et des ONG locales de femmes.

Dans un esprit de continuité avec cette action et prenant en compte des besoins actuels, ce deuxième programme "genre" envisage de poursuivre les activités de renforcement des capacités économiques et sociales des femmes, mais vise également à soutenir l'autonomisation et la participation des femmes centrafricaines à la vie politique et sociale du pays.

Dans son approche, le Fonds réserve une attention particulière aux femmes et à leur rôle en tant qu'actrices du développement; cette priorité caractérise le programme "genre" proposé dans ce document, mais aussi, transversalement, toutes les actions appuyées par le Fonds.

L'objectif global de l'action est celui de promouvoir l'intégration et la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale, et politique de la RCA. Ce programme voudrait soutenir la consolidation des outils et des compétences des femmes afin

qu'elles puissent jouer un rôle actif au sein de leurs communautés ainsi qu'à l'échelle nationale.

Les objectifs spécifiques qui ont été identifiés sont:

- 1) renforcement des capacités économiques et politiques des femmes;
- 2) accompagnement des administrations centrafricaines dans l'intégration de l'approche "genre" dans les politiques sectorielles.

2.1.1. Contexte national

La République centrafricaine est un pays enclavé d'Afrique centrale à faible revenu et avec une population de 4,6 millions d'habitants. Le pays connaît un conflit armé et une crise politique et humanitaire majeure depuis fin 2012. La crise a touché la plupart de la population. Des mois de violence ont provoqué un fort affaiblissement des institutions de l'État et ralenti les activités économiques.

Selon l'Organisation des Nations Unies, 2,7 millions de personnes ont aujourd'hui besoin d'une assistance humanitaire¹. Le 20% de la population est déplacé interne ou réfugié dans les pays limitrophes (Cameroun, Tchad, Congo Brazzaville et RDC).

Les indicateurs sociaux de la République centrafricaine sont parmi les plus bas au monde: l'indice de développement humain (IDH) classe le pays en 2014 au 185^e rang sur 187 pays, avec 76% de la population souffrant de pauvreté multidimensionnelle.

Les perspectives économiques du pays sont très incertaines, la crise ayant eu un impact catastrophique sur l'économie avec une croissance du PIB de -19,8% selon les prévisions d'octobre 2013. Les recettes fiscales de l'État représentent moins de 10% du PIB et ne permettent pas de financer les services publics de base. Le budget public est donc soutenu à plus de 80% par des financements extérieurs (entre autres projets, une ligne d'appui budgétaire vient d'être approuvée par la Commission européenne).

2.1.2. Contexte sectoriel: Politiques et enjeux

En RCA la condition des femmes est encore très grave et a été fortement affectée par le conflit de 2013. En effet les femmes centrafricaines sont parmi les plus touchées par la pauvreté et 68% sont analphabètes. L'index d'inégalité de genre est de 0.669, plaçant la RCA à la 138^{ème} position sur 146 pays². Les femmes et les jeunes filles sont régulièrement ciblées et confrontées à la violence physique et basée sur le genre dans leurs foyers et leurs communautés. Ainsi, selon les chiffres du gouvernement, 63,7% des femmes ont subi des violences physiques, et 46,9% des violences basées sur le genre³.

¹ UNHCR, ECHO/EDRIS (May 2015)

² Social Institutions and Gender Index, OCDE (2014)

³ GBV in CAR (2013), Global Protection Cluster

Selon le rapport de l'OECD sur l'index de genre en RCA, même si la Constitution ne discrimine pas les femmes dans les différents domaines (famille, propriété, patrimoine, etc.), plusieurs obstacles empêchent d'atteindre une réelle égalité de genre et une concrète émancipation féminine:

- le nombre de jeunes filles qui abandonnent l'école est beaucoup plus élevée que celui de garçons (en 2012, 65,962 garçons et 127,690 jeunes filles)
- le poids du travail des enfants (travail domestique) est plus lourd pour les jeunes filles
- les mariages forcés et précoces sont encore nombreux
- les femmes sont souvent exclues du processus décisionnel au niveau familial et discriminées en ce qui concerne les droits au patrimoine et à la succession
- les femmes n'ont pas le même accès au crédit bancaire (à cause du manque de garanties, lié aux entraves à l'accès à la propriété)

Un Plan d'Action National a été élaboré pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 (pour la période 2014-2016) par le Ministère des Affaires Sociales, avec le soutien des Nations Unies.⁴ Force est de constater que la mise en œuvre de ce Plan reste embryonnaire, d'une part à cause de la situation d'insécurité et des nombreux besoins urgents suite à la crise, d'autre part en raison du manque des financements publics et externes.

Malgré le contexte reste très peu favorable à la sécurité et à l'autonomisation des femmes, on peut identifier des éléments prometteurs:

Au niveau politique les femmes centrafricaines sont représentées de manière satisfaisante dans l'actuel gouvernement de transition (composé par 20 membres): en effet 7 Ministres femmes gèrent des Ministères clés (Economie, Plan et Coopération - Affaires Sociales et Aide Humanitaire- Défense, etc.) et la Présidente elle-même, Mme Catherine Samba-Panza est très impliquée contre les violences que les femmes centrafricaines subissent et en faveur des activités liées au genre et à la protection des droits de l'homme.

Au contraire la participation féminine au sein du Parlement ne représente que 12,5%. Depuis la crise de 2013, les questions liées au genre sont parmi les priorités du gouvernement de Transition. La sensibilité et les intérêts de plusieurs Ministres et de la Présidente ont conduit à un soutien direct à la mise en œuvre d'actions pour protéger et promouvoir l'égalité homme-femme, pour soutenir l'autonomisation des femmes et pour favoriser le retour à des conditions de vie dignes après les violences et les injustices perpétrées pendant la période du conflit.

Même si on s'attend souvent un tissu social très peu développé et pas répandu, dans un contexte fragile et d'insécurité, comme celui de la RCA, il existe, au contraire, un grand nombre d'organisations⁵ qui travaillent pour le respect et la diffusion des droits des femmes et

⁴ Ce document prévoit différents axes d'intervention:

a) amélioration de la connaissance des acteurs nationaux et de la population sur la Résolution 1325 et les autres instruments juridiques de protection des droits des femmes;

b) renforcement de la prévention des violences et des conflits et de la protection des populations civiles;

c) participation et représentation des femmes à tous les niveaux de prise de décision en matière de prévention, de gestion et de résolution des conflits;

d) protection et réhabilitation des victimes des violences sexuelles et des violences basées sur le genre.

⁵ Il existe une centaine d'OCS en considérant seulement la zone de Bangui

pour le plaider auprès du gouvernement et d'autres institutions. D'après une cartographie réalisée par l'ONG Search for Common Ground⁶ leurs activités couvrent différents domaines: sécurité alimentaire, promotion des droits de l'homme, protection de l'enfant et de la femme, AGR, protection de l'environnement. L'Atelier de concertation avec les ONG centrafricaines de femmes, organisé par la Ministre de l'Économie et du Plan en novembre 2014, avec la participation active de l'équipe Bêkou, a permis d'identifier la présence de nombreuses organisations et confirmer leur volonté de reprendre les activités dans plusieurs zones du pays.

Dans l'approche du Fonds Bêkou, une attention particulière est accordée à la dimension genre dans toutes les interventions, conformément aux prescriptions de l'Acte Constitutif. Ce choix tient également compte des directives de la Résolution 1325 des Nations Unies⁷ et de ses résolutions subséquentes⁸, dont les objectifs sont poursuivis dans toutes les mesures du Fonds: *Le Fonds impliquera au plus les femmes...tout en contribuant à protéger les femmes des violences.* (Annexe I à l'Accord Instituant le Fonds fiduciaire Bêkou). En outre, en raison aussi de leur dynamisme parmi les OSC, le Fonds veille à associer les organisations centrafricaines de femmes dans la mise en œuvre des projets et pour les accompagner à travers: formations, soutien dans la mobilisation des ressources (humaines et financières), renforcement de leurs capacités et de leurs réseaux.

2.2. Enseignements tirés

La conception du programme actuel vise à tenir compte des leçons apprises sur les programmes de développement, les conflits et l'égalité de genre, en particulier la nécessité de travailler dans plusieurs domaines pour améliorer la vie des femmes et des jeunes filles; leur rôle potentiel dans la réconciliation; l'importance d'un environnement favorable (entre autres, normes sociales) et la nécessité de réduire les risques tels que les réactions négatives.

Dans le pays, plusieurs acteurs internationaux et locaux travaillent déjà pour faire face aux violences dont un grand pourcentage de femmes a été victime pendant le conflit, à travers des projets qui accompagnent les bénéficiaires dans des parcours psychologiques et de réinsertion dans leurs communautés.

Un programme d'amélioration de la situation économique et sociale a été adopté par le Fonds Bêkou pour que les femmes centrafricaines puissent contribuer de manière décisive au processus de réconciliation nationale, tout en favorisant le développement social et économique de leurs communautés. Les activités mises en œuvre visent la protection et l'autonomisation économique des femmes, notamment au travers d'espaces communautaires; un réseau de services financiers est également envisagé.

Le projet en cours prévoit des activités à Bangui et dans d'autres zones du pays (Ouham Pendé, Nana Gribizi, La Kémo, Ombella M'Poko). Dans le cadre d'une première phase d'identification, plus de 70 organisations locales de femmes ont été identifiées. Une quinzaine

⁶ Projet "Better together" ou "Ensemble c'est Mieux", Etude sur la cartographie des OSC de Bangui, Bossangoa et Bangassou, Rapport Final (financé par UNDP), 31 mai 2014

⁷ Document d'orientation des activités relatives à la promotion des droits des femmes et de leur rôle dans des contextes de fragilité et post-conflit

⁸ Résolutions des Nations Unies 1820, 1888, 1889, 1960, 2106, 2122

d'entre elles et une trentaine de groupements féminins ont été sélectionnées comme partenaires de mise en œuvre des projets au niveau local.

Les activités suivantes ont été réalisées:

- Suivi et supervision des projets économiques de 15 organisations partenaires sur le terrain: dix ONG partenaires sont impliquées dans la mise en œuvre des projets économiques. Près de 1800 personnes ont déjà bénéficié des premières activités économiques;
- Formation des comptables de 15 ONG locales sur la gestion comptable et financière;
- Formation de 7 groupements de Kaga Bandoro sur les compétences entrepreneuriales;
- Démarrage des activités des partenaires offrant les services psychosociaux.

IRC assure le suivi du projet (2 visites par mois) et assure la formation des animateurs et conseillères de l'ONG sur la gestion basique de cas violences basées sur le genre, les principes directeurs et référencement des cas.

C'est pour renforcer l'impact des activités déjà lancées et dont les premiers résultats sont très encourageants, et, en prenant compte du fait que peu d'acteurs s'engagent en faveur de l'autonomisation des femmes au niveau économique et politique, que le Fonds Bêkou s'investit dans ces deux domaines.

Les interventions seront complémentaires aux activités psychosociales déjà menées dans le cadre du projet "genre" en cours et suivront une approche structurante et de long terme.

2.3. Actions complémentaires

Le programme est complémentaire avec d'autres actions financées par l'Union européenne en République Centrafricaine, notamment dans le cadre de la ligne thématique Acteurs Non Etatiques, qui a parmi ces priorités le renforcement des capacités des ANE engagées dans l'appui aux femmes et enfants vulnérables. A travers FPI (Service for Foreign Policy Instruments), l'UE accompagne les autorités locales à travers des formations sur les droits d'accès au logement, à la terre et à la propriété, surtout en vue du retour des réfugiés dans le pays.

UN Women travaille également en RCA en couvrant, entre autres, les secteurs suivants: élections, réintégration économique, médiation, réconciliation nationale et accès à la justice. Un programme de 3 million est actuellement en cours.

Plusieurs ONG internationales sont présentes sur place et sont particulièrement engagées sur les questions liées à la protection et au soutien psychosocial des femmes. Entre autres, IRC travaille avec les groupements de femmes au niveau local et s'occupe surtout du soutien psychosocial pour les femmes victimes de violence, de l'accompagnement des activités micro-économiques et de différentes activités de formation de base et professionnelle. IRC a commencé la mise en œuvre d'un premier projet genre financé par le Fonds Bêkou, qui vise à renforcer les capacités de 15 ONG et associations nationales et 30 groupements féminins dans les domaines de la protection, de l'activité économique et de la santé. Après une première phase de sélection des partenaires au niveau local, les activités des 45 partenaires locaux ont commencé en aout 2015.

L'action "genre II" financée par le biais du Fonds établira des synergies avec les autres secteurs bénéficiant du financement, et, réciproquement, dans le cadre de l'Annexe 1 de l'Accord Instituant le Fonds et dans le respect de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. En particulier, les actions relatives aux « réfugiés » et à l'action « santé » prennent en considération l'aspect genre et les actions développées dans ce document.

La présence d'un Assistant Technique (dans le cadre du projet "genre II") au sein d'un/plusieurs Ministère/s permettra l'articulation et la coordination avec UN Women pour la mise en œuvre d'activités au niveau interministériel et national.

2.4. Coordination des donateurs

Suite à la crise, les activités des plateformes de coordination des acteurs ont subi un fort ralentissement. Pour réhabiliter le mécanisme de coordination, le gouvernement de transition a lancé le Dispositif de Coordination National des Aides Multi-bailleurs aux programmes et projet (CNAMPP) en juillet 2014.

La coordination des donateurs est effectuée à Bangui; le Ministère des Affaires Sociales assure la conduite du groupe thématique «Capital humain et services sociaux essentiels» (qui traite aussi la question de genre) avec l'appui, au niveau des bailleurs, de la DUE RCA et du bureau ECHO.

3. DESCRIPTION DÉTAILLÉE

La condition des femmes en RCA est encore très grave et a été fortement affectée par le conflit de 2013 qui a amplifié l'impact des violences et des inégalités sur la vie des femmes et des jeunes filles dans le pays.

Afin d'améliorer les conditions de vie des femmes et des jeunes filles, pour réduire la charge du travail domestique et pour leur permettre de participer à des formations de base, dans les domaines de la santé et de la sécurité alimentaire, des activités sont déjà mises en œuvre transversalement dans les projets Bêkou en cours (ex: sécurité alimentaire, santé, genre I). Dans l'approche générale du Fonds, une attention particulière est réservée aux femmes et au soutien de leur rôle en tant qu'actrices du développement et garantes de la cohésion sociale.

L'objectif global de l'action est celui de promouvoir l'intégration et la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale, et politique de la RCA. Ce programme voudrait soutenir la consolidation des outils et des compétences des femmes afin qu'elles puissent jouer un rôle actif au sein de leurs communautés ainsi qu'à l'échelle nationale.

Les objectifs spécifiques qui ont été identifiés sont:

- 1) renforcement des capacités économiques et politiques des femmes;
- 2) accompagnement des administrations centrafricaines dans l'intégration de l'approche "genre" dans les politiques sectorielles.

3.1. Résultats escomptés et activités principales

OBJECTIF 1: Renforcement des capacités économiques et politiques des femmes

Dans le cadre de cet objectif les résultats escomptés sont les suivants:

1 – Volet socio-économique

Résultat 1a. La condition générale des femmes en RCA est améliorée, leur accès à la formation et aux services de base étant renforcé

À travers le travail avec les associations et les groupements de femmes, accompagner les jeunes filles et les femmes centrafricaines pour qu'elles puissent faire valoir leur accès aux services de base; renforcer leurs capacités dans des domaines spécifiques et favoriser leur autonomisation économique et sociale à travers:

- Alphabétisation
- Sensibilisation à l'accès aux services et renforcement de compétences de base (santé de base, hygiène, nutrition, etc.)

Résultat 1b. La participation des femmes aux activités économiques augmente et les activités déjà lancées dans le cadre du projet "genre I" sont consolidées

Pour les groupements de femmes, qui permettront des objectifs plus ambitieux en matière économique, en particulier pour capitaliser sur les acquis du projet "genre I", les bénéficiaires seront soutenues à travers différentes activités:

- Formations en activités génératrices de revenus (AGR) et formations professionnelles (gestion du budget, entrepreneuriat, méthodes de production, etc.)
- Soutien au développement de réseaux entre groupements d'intérêt économique (GIE)
- Soutien à la création de systèmes d'épargne et crédit au niveau communautaire (entre autres tontines, Village Savings and Loan Associations, etc.)

2. Volet politique

Résultat 2a. La connaissance et la sensibilité des droits civiques et politiques des femmes augmentent au niveau des communautés locales

A travers des formations et des activités au niveau communautaire, renforcer les connaissances des femmes en matière des droits de l'homme, droits de la femme, éducation civique et droits politiques:

- Activités de sensibilisation, formation et animation aux droits civiques et politiques des femmes, adressées
 - aux femmes
 - aux hommes et garçons
 - aux membres des institutions locales

Résultat 2b. La mise en réseau des groupements et associations de femmes est consolidée au niveau local et national et les capacités des acteurs de la société civile sont renforcées.

Les bonnes pratiques dégagées au niveau local seront promues et valorisées au niveau national afin d'en diffuser les résultats. De même, les acteurs reconnus au niveau national feront bénéficier les réseaux locaux de leur expertise.

- Appui à la réhabilitation des réseaux, y compris informels, qui fonctionnaient avant la crise
 - renforcement du lien entre activités locales et campagnes nationales
 - échange de bonnes pratiques

Indicateurs

Afin de répondre aux enjeux en matière d'impact, ce programme fera l'objet d'un suivi des indicateurs suivants (à titre provisoire):

- Le taux d'alphabétisation et le taux de poursuite des études parmi les jeunes filles et les femmes augmentent
- Le nombre de femmes ciblées à travers les différentes activités (formations, AGR, projets d'épargne et crédit) augmente
- Le nombre d'associations/organisations faisant partie d'un réseau (local/national) augmente
- Le nombre de bénéficiaires indirects (institutions locales, hommes et garçons) sensibilisés augmente

OBJECTIF 2: Accompagnement des administrations centrafricaines dans l'intégration de l'approche "genre" dans les politiques sectorielles.

Dans le cadre de cet objectif les résultats escomptés sont les suivants:

Résultat 1. Les principaux dispositifs constituant une entrave aux droits politiques, économiques et sociaux des femmes sont identifiés et les administrations centrafricaines pertinentes sont accompagnées dans un processus de révision

Accompagnement des administrations centrafricaines afin d'intégrer une approche "genre" et rendre le cadre réglementaire plus favorable à la femme, à travers:

- Étude/analyse du contexte actuel
- Soutien au niveau interministériel (aspects politiques et juridiques généraux) via l'accompagnement, y compris formation, du Ministère en charge de questions de genre
- Appui à l' "Agenda femme" de manière concrète dans un/deux secteurs pertinents (comme l'agriculture et/ou l'éducation)

Un Assistant Technique est envisagé à partir de la prise de fonction du gouvernement post-élections.

Résultat 2. Appui aux politiques du Ministère chargé de la condition féminine, notamment à travers la mise en place d'un espace communautaire "Maison de Femmes"

Un espace communautaire " Maison des Femmes" est réhabilité et mis à disposition des groupements locaux et des communautés, afin d'y tenir les activités de renforcement de capacités des femmes:

- réhabilitation et mise à disposition d'un espace communautaire
- organisation d'activités dans différents domaines (psycho-social, économique, culturel,...) afin de renforcer les connaissances et les capacités des femmes, de leurs familles et des communautés (*des activités pour les garçons et les hommes et des activités pour un public mixte sont également à prévoir*).

Indicateurs

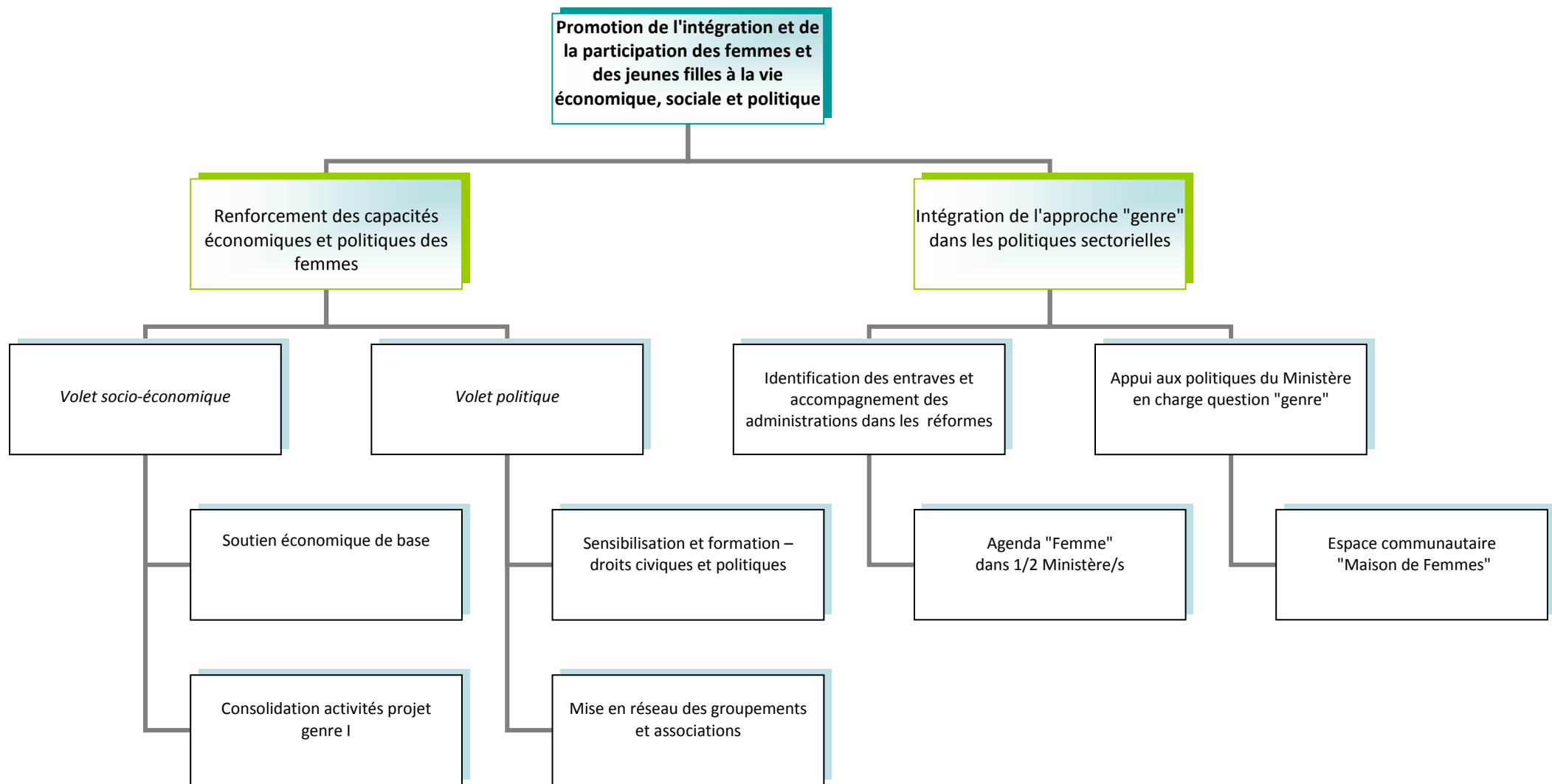
Afin de répondre aux enjeux en matière d'impact, ce programme fera l'objet d'un suivi des indicateurs suivants (à titre provisoire):

Résultat 1

- un/e étude/analyse du contexte est réalisé
- un Plan National pour l'intégration de la dimension "genre" est élaboré
- des marqueurs favorables à l'égalité homme-femme sont inclus dans le budget national et dans les directives internes du/des Ministère/s identifié/s

Résultat 2

- un espace communautaire (Maison de Femmes) est réhabilité et mis à disposition pour diverses activités



3.2. Risques et hypothèses

Risques (indicatifs)	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation (pas exhaustif)
<ul style="list-style-type: none"> • Peu d'ONG internationales avec expertise dans le domaine du développement et qui travaillent sur place sur cette thématique • Les ONG locales n'ont pas l'expertise/capacité d'absorption des fonds en jeu • La discussion ouverte sur les thématiques liées au genre ou le fait que certaines communautés ont accès au soutien des ONG alors que d'autres non, peut générer d'autres conflits, de la violence ou des désaccords • Les femmes et les jeunes filles souffrent du rejet de la part de leur communauté, notamment dû à la perception qu'elles sont plus autonomes • Le programme ne parvient pas à atteindre les femmes et les jeunes filles les plus vulnérables • La durabilité des résultats du programme peut être remise en cause après la cessation des activités • La dégradation des conditions sécuritaires dans les zones d'intervention. Cela entraînerait une limitation et/ou une interdiction d'accès pour le personnel des ONG (risque de retard, voire de suspension des activités) • Les élections sont reportées, ce qui implique du retard dans l'entrée en fonction d'un gouvernement démocratiquement élu et, par suite, du Ministère chargé des questions de genre 	<p>M</p> <p>E</p> <p>M</p> <p>E</p> <p>M</p> <p>M</p> <p>M</p> <p>E</p> <p>E</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux ONG humanitaires et partenariat avec ONG locales pour renforcer leurs capacités dans des activités de développement • La structure de gestion du programme et l'éventuel séquençage des interventions (dans une perspective de développement/intensification) devrait contribuer à atténuer les problèmes d'absorption et de capacité des ONG en charge de la mise en œuvre • Des mécanismes de retour d'expériences (<i>feedback</i>) des bénéficiaires et de la communauté devront être développés dès le départ en accord avec les bénéficiaires, pour assurer une surveillance permanente et permettre l'identification rapide d'un problème • Travailler avec les hommes et les garçons dans les communautés, ainsi qu'avec les chefs de communauté pour assurer un environnement propice au programme et une prise de conscience des problématiques • Faire en sorte que les communautés dans leur ensemble comprennent la valeur des projets (en termes de services acquis et de transformation potentielle) aidera à gagner leur confiance et à accepter les changements • L'analyse des questions de genre et d'exclusion sera un prérequis du programme global • Le redéploiement des autorités locales et la relance des services de base assureront l'inclusion socioéconomique des femmes • Analyse préalable de la faisabilité des interventions dans les zones identifiées • Une approche prenant en compte les questions liées au conflit et basée sur l'objectif de ne pas nuire sera également un prérequis • Les risques inhérents à la stabilité régionale, et notamment relatifs à la menace des épidémies (type Ebola) et des groupes terroristes, doivent également être pris en compte • La mise en œuvre au niveau local poursuit avec des ONG internationales; les activités au niveau national reprennent quand les conditions seront réunies
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> • La situation sécuritaire est stable sur les zones d'intervention et sur les accès à ces zones • Les ONG ont la capacité, l'expérience et la connaissance du terrain nécessaires • Les autorités locales sont associées aux activités et font preuve d'appropriation • Les bénéficiaires s'impliquent dans la mise en œuvre des activités • Une synergie entre interventions dans différents domaines pour renforcer l'impact de l'action et élargir le nombre de bénéficiaires indirects des projets 		

3.3. Questions transversales

Genre et exclusion sociale: Le programme et les activités cibleront les femmes et les jeunes filles. Une attention particulière sera donnée aux communautés pour assurer un environnement permettant l'autonomisation des femmes. Cela se fera en parallèle à la fourniture de services essentiels et de services favorisant le développement social et économique.

Chaque activité devra, au niveau approprié, être le produit de l'analyse genre effectuée préalablement (par exemple, dans la communauté).

Les hommes et les garçons seront inclus dans tous les programmes comme acteurs-clefs pour assurer une plus grande égalité de genre à l'avenir et permettre la remise en question des normes culturelles et sociales profondément enracinées.

Les ONG partenaires joueront un rôle crucial dans la formation et le suivi-qualité pendant la mise en œuvre des projets, notamment au niveau local, en portant une attention particulière à l'analyse genre, à la protection des enfants et à la prise en compte des questions de conflit.

Prévention de conflits: Les activités prévues veilleront à contribuer au renforcement de la cohésion sociale et à la construction de la paix avec une attention particulière pour les groupes à risque (déplacés). Le ciblage des bénéficiaires et la stratégie opérationnelle prendront en compte les fractures sociales existantes, y compris au niveau communautaire, pour prévenir les risques de possibles conflits qui pourraient être provoqués par des actions d'assistance extérieure. Toutes les activités prévues devront répondre au principe du « do no harm ».

Parties prenantes: La mise en œuvre du projet sera réalisée par une/plusieurs ONG internationales en partenariat avec des ONG locales de la région et / ou de la question thématique. Le Ministère en charge de la question de la femme, ainsi qu'un/deux autres Ministères sectoriels seront également concernés en tant qu'acteurs clés, surtout dans la mise en œuvre de la deuxième composante du projet. Les autorités locales, au niveau national et local seront toujours associées dans toutes les phases du projet.

Bénéficiaires: Les bénéficiaires ultimes sont les femmes et les jeunes filles centrafricaines, en particulier celles qui bénéficient directement des activités liées à cette action. Les hommes et les garçons, les communautés locales et les fournisseurs de services sont considérés aussi bénéficiaires (indirects) de l'action.

4. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE

4.1. Convention de financement, le cas échéant

Pour mettre en œuvre cette action, il n'est pas envisagé de signer une convention de financement avec le pays partenaire. La République centrafricaine est membre observateur du Fonds fiduciaire Bêkou et sera associée à ce titre aux réflexions stratégiques permettant de soutenir le plan gouvernemental de transition.

4.2. Période indicative de mise en œuvre opérationnelle

La période de mise en œuvre opérationnelle indicative de cette action est de 18 mois à compter de la date d'entrée en vigueur des contrats de subvention et de services.

4.3. Modules et volets de la mise en œuvre

Les activités vont principalement se baser sur les connaissances et l'expertise des ONG internationales et des ONG locales de la région et / ou de la question thématique. Dans l'ensemble du programme les partenaires de mise en œuvre devront mettre en place une capacité globale de suivi et d'apprentissage afin d'éclairer chaque phase ainsi que le développement possible du programme. Là où la connaissance est limitée, les programmes devront utiliser des approches pilotes en vue d'un éventuel développement du programme aussi bien que d'une phase préliminaire d'étude et de cartographie. Tous devront se livrer à une analyse de genre, y compris une évaluation prenant en compte les questions liées au conflit pour justifier les approches choisies.

1 - Le premier objectif sera géré à travers un contrat de subvention avec une ou plusieurs ONGI et une ou plusieurs ONG locale/s. L'implication d'ONG locales et des associations de femmes est envisagée, afin de mettre en place un système de subvention en cascade (financement et mise en œuvre) et d'éteindre le plus possible la couverture géographique.

2 - Pour la mise en œuvre de la deuxième composante une Assistance Technique est envisagée au sein d'un/deux Ministère/s identifié/s.

Lorsque ce sera possible, les actions seront des extensions de projets existants, à travers l'augmentation du nombre des bénéficiaires et/ou des activités complémentaires aux projets en cours. Les ONG (internationale/s et locale/s) devront travailler de façon très coordonnée et en partenariat. Le suivi (*monitoring*) sera essentiel tout au long du projet, afin de comprendre l'impact des actions en temps réel et pour définir des futures mesures.

Couverture géographique:

Le Ministère des Affaires Sociales et de l'Action humanitaire a identifié des zones d'intervention prioritaires, en tenant en compte, entre autres, de la présence des déplacées internes (dans la Fiche de projet soumise à l'attention du Fonds "Projet d'Autonomisation Politique de la Femme Centrafricaine"): Bangui, Mbaïki, Bouar, Bambari, Berberati, Bossangoa et Bangassou. Nous allons de ce fait évaluer la faisabilité du projet "genre II" dans ces zones.

Nous prévoyons aussi la réalisation des certaines activités plus structurantes dans les zones couvertes par le premier projet "genre" financé par le Fonds: Bangui, Ouham Pendé, Nana Gribizi, La Kémo, Ombella M'Poko.

La possibilité d'assurer la couverture géographique aux zones indiquées dépendra de la situation sécuritaire et de la présence de partenaires qui puissent mettre en œuvre les activités prévues.

4.4. Budget indicatif

Volet	Montant (M€)
Renforcement des capacités économiques et politiques des femmes	1,340,000
Accompagnement des administrations centrafricaines dans l'intégration de l'approche "genre" dans les politiques sectorielles	600,000
Evaluation & Audit	60,000
Total	2,000,000

* les fonds pour la communication et la visibilité seront inclus dans les différents éléments constitutifs de la mesure de la performance.

4.5. Évaluation et audit

Si nécessaire, des audits ad hoc ou des missions de vérification des dépenses pourraient être engagés par la Commission européenne pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le montant consacré au budget à l'évaluation externe et à l'audit s'élève à 60 000 EUR.

Une surveillance continue sera nécessaire, sous la responsabilité de l'/des ONG/s partenaire/s.

Les niveaux de référence / baselines seront pré requis pour toute activité. Les ONG partenaires devront fournir les données et assurer leur qualité.

Une évaluation finale et indépendante devra être effectuée à temps pour disposer des informations nécessaires au développement des activités futures. En l'absence de perspective d'intensification/extension du projet et dans la mesure où la sécurité le permet, une évaluation finale devrait être lancée dans les 3 mois après la fin du programme.

4.6. Communication et visibilité

Une bonne visibilité des activités menées par le Fonds en RCA, auprès des bénéficiaires, et plus généralement de la population centrafricaine, mais également auprès des citoyens européens constitue une des valeurs-ajoutées de ce dispositif. La communication et la visibilité du Fonds constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par cet instrument.

Des mesures de communication et de visibilité sont à prévoir avant le début de la mise en œuvre des activités financées par le Fonds et seront élaborées sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué.

Ces mesures seront mises en œuvre a) par les partenaires de mise en œuvre, et/ou b) par le pays partenaire et/ou c) par le Fonds. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans les contrats de subventions et les contrats de service.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles nécessaires seront établis sur la base de:

- Manuel de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne et des contributeurs;
- Guidelines spécifiques du Fonds.